

Organisateur de l'activité

- **Nom**
LESDANON
- **Prénom**
Florence
- **Raison sociale**
Lycée des métiers LOUIS-ARMAND

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
Mieux vivre et être citoyen européen par l'éducation, l'art et la culture
- **Description de l'activité**
Dialogue avec le public invité et les grands témoins : thématiques introduites par les élèves ambassadeurs juniors avec projection d'infographies, questions et/ou propositions, questions ou propositions émanant du public et dialogue avec les grands témoins.
- **Date et heure**
18 mai 2018 de 11 h 00 à 12 h 30
- **Lieu**
Salle de restauration scolaire du lycée Louis-Armand (aménagée en salle de conférence)
- **Nombre de participants**
200
- **Catégories de publics présents**
élèves ambassadeurs juniors du Parlement européen du lycée,
parents d'élèves,

personnel de l'établissement,
chefs d'établissements scolaires voisins,
voisins du lycée,
commerçants, chefs d'entreprises du Val d'Yerres,
représentants d'associations partenaires du lycée (ex: Val d'Yerres prévention, Institut Jacques-Delors/Notre Europa, Maison de l'Europe de Paris, Jeunes européens France)

- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**

Madame Catherine LALUMIERE,
Monsieur Roland CAYROL, politologue

- **Thèmes évoqués**

Emploi et taux de chômage des jeunes en Europe
Formation professionnelle et continue
Erasmus et la mobilité des jeunes
Les travailleurs détachés
Harmonisation de la fiscalité en UE
L'égalité hommes femmes
Le développement durable
La crise migratoire

Synthèse de l'activité

- **Pistes de proposition formulées**

Erasmus et la mobilité: lors de son discours à la Sorbonne en septembre 2017, le Président de la République française, Emmanuel Macron, a déclaré que chaque étudiant devra parler au moins deux langues européennes d'ici 2024 et que la moitié d'une classe d'âge devra avoir passé 6 mois dans un autre pays.

Sachant que le programme Erasmus n'a bénéficié qu'à 4 % d'étudiants européens depuis 1987, comment est-il possible d'atteindre les objectifs fixés par le président de la République ? La proposition est de renforcer l'apprentissage des langues depuis la maternelle et pendant tout le cursus scolaire, de rendre les échanges linguistiques obligatoires entre écoles européennes afin de parvenir au bilinguisme.

Malgré les bourses accordées aux étudiants, des études ont démontré qu'Erasmus bénéficie davantage aux étudiants issus de milieux favorisés ou de familles binationales. Comment faire pour inciter les jeunes de milieu modeste à vaincre leurs craintes de réaliser une mobilité au cours de leurs études.

Le parlement européen a mis en place début mai 2018 le programme expérimental « Discover EU » qui permettra à 30 000 jeunes de 18 ans de recevoir des cartes de transport gratuit en train pour voyager pendant 30 jours dans 4 pays de l'UE. Le parlement européen compte-t-il étendre cette initiative nécessaire pour découvrir la diversité de l'Europe, promouvoir l'identité européenne, renforcer les valeurs communes et mieux se comprendre les uns et les autres ?

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Chômage et emploi des jeunes: Trois millions et demi de jeunes de moins de 25 ans sont actuellement au chômage dans l'UE. Malgré la mise en place de la garantie emploi pour la jeunesse en 2013 par le conseil de l'UE le nombre de chômeurs n'a diminué que de 314 000 en 5 ans alors que le budget de ce dispositif s'élève à 6,4 milliards d'euros sur la période 2014 à 2020. Les lycéens sont inquiets de leur avenir alors qu'ils vont s'engager après leur bac vers des études supérieures. Ils souhaitent savoir comment l'UE pourrait aider plus efficacement sa jeunesse à s'insérer dans le monde du travail.

Formation professionnelle et continue: En tant que lycéens en bac pro, nous connaissons des difficultés pour trouver des stages dans les entreprises du secteur privé et dans nos recherches de contrats d'apprentissage en BTS du fait de la faiblesse de notre réseau relationnel.

Les jeunes des lycées professionnels affirment souffrir d'un déficit de culture générale qui les distingue des élèves de la voie générale. La plupart d'entre eux ont été contraints dès 15 ans à s'orienter vers un métier qu'ils connaissaient très mal sans véritables connaissances des débouchés. Les élèves ont donc réfléchi à plusieurs propositions afin de ne pas se résigner à un avenir morose et précaire en Europe. Troisième proposition : approfondir la découverte des métiers et faciliter l'accès au milieu professionnel en mettant en place des quotas de stagiaires et d'apprentis à imposer aux entreprises de plus de 100 salariés afin qu'elles s'engagent davantage dans la formation des jeunes.

L'harmonisation fiscale en UE: L'Irlande, le Luxembourg, Malte sont souvent considérés comme des paradis fiscaux mais n'apparaissent pas dans la liste noire des paradis fiscaux établie par l'UE en décembre 2017. Pour attirer les multinationales, certains pays de l'UE proposent des taux d'impôt sur les sociétés plus bas et ainsi créer des paradis fiscaux. Comment l'UE peut-elle accélérer l'harmonisation fiscale en Europe et imposer les GAFAs de manière efficace ?

Développement durable: L'obsolescence programmée participe à l'épuisement des ressources et aux émissions liées au transport. C'est une stratégie commerciale visant à réduire la durée de vie d'un produit. Pascal Durand, député européen, est à l'origine du rapport d'initiative « sur la durée plus longue des produits : avantages pour les consommateurs et les entreprises ». le système du tout jetable contraint les plus défavorisés à s'endetter pour changer régulièrement des appareils qui tombent en panne après la période de garantie sans possibilité de réparation. Cette initiative des parlementaires européens permettent d'adopter une consommation durable, respectueuse de l'environnement et sur le plan social la création d'emplois dans le secteur de la réparation et des services. Comment inciter la commission européenne à décider de légiférer contre l'obsolescence programmée ? Ne faudrait-il pas donner davantage de pouvoir au Parlement européen qui représentent les citoyens afin qu'il puisse détenir également l'initiative des lois?

La crise migratoire en UE:

- Comment peut-on mettre en place une politique de solidarité sur la politique migratoire entre les états membres. ?

- Ne faudrait-il pas réformer le règlement de Dublin ?

- Comment sanctionner les pays qui ne respectent pas leurs engagements de quotas ?
- Comment, d'une part, rassurer les populations européennes qui craignent ces flux migratoires et d'autre part assurer un accueil humain aux demandeurs d'asile ?

- **Pistes de proposition formulées**

Chômage et emploi des jeunes: La première proposition porte sur l'amélioration de l'image de l'enseignement professionnel qui est souvent synonyme de jeunes en échec par une transformation radicale de l'enseignement secondaire. Les jeunes préconisent un cursus unique de la seconde à la terminale permettant l'acquisition d'un socle de compétences assorti d'une initiation solide de la découverte des métiers du futur afin de pouvoir bénéficier d'une meilleure adéquation entre les formations et le marché du travail.

La deuxième proposition porte sur la création d'une école qui permette à tous les lycéens d'accéder de façon égalitaire à l'art et la culture. En effet en lycée professionnel, l'enseignement artistique se limite à 1 heure d'arts appliqués par semaine. Les élèves souhaitent également pouvoir suivre également des cours de chorale, de musique, bénéficier d'activités théâtrales, artistiques avec davantage de partenariat avec des artistes dès l'école primaire jusqu'à la fin du secondaire.

Les travailleurs détachés: Pour lutter contre les abus voire les fraudes sur le détachement des travailleurs au sein de l'UE, la Commission européenne du 8 mars 2016 a proposé de modifier la directive existante : Cette réforme semble aller dans le bon sens cependant pour quelles raisons les négociations ont-elles écarté les transporteurs routiers de cette réforme ?

L'égalité hommes-femmes: Afin d'accélérer la mise en place d'une véritable égalité entre les hommes et les femmes dans toute l'Union Européenne, les lycéens ont repris l'idée émise il y a une dizaine d'années par l'association « la cause des femmes » créée par Simone de Beauvoir et Gisèle Halimi qui proposait de mettre en place au sein de l'UE la clause de l'Européenne la plus favorisée. Il s'agit d'harmoniser par le haut le droit des femmes dans l'Union Européenne en choisissant d'appliquer le meilleur des lois existantes. Par exemple, le congé paternité n'existe pas actuellement dans plusieurs pays comme l'Allemagne, il est de 11 jours en France et va jusqu'à 60 jours en Suède. L'objectif serait donc d'appliquer le meilleur c'est-à-dire le modèle suédois à l'ensemble des pays de l'Union européenne. Il faudrait par conséquent que l'égalité homme femme devienne une compétence communautaire comme par exemple la politique agricole commune. Cette proposition permettrait aussi de réduire les inégalités du droit à l'avortement et des droits des homosexuels au sein de l'Union Européenne.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Le dialogue a été riche et courtois. L'UE a suscité l'intérêt du public mais il apparaît que les intervenants dans le public connaissent mal le fonctionnement des institutions

européennes, les domaines de compétences de l'UE: il aurait été nécessaire d'accompagner cette action de démocratie directe d'une courte formation préalable.